Document generated on 04/24/2024 7:05 p.m.

Études internationales

Pomonti, Jean-Claude, *L'Afrique trahie*, Paris, Hachette, Coll. Notre Siècle, 1979, 208 p.

Marcelle Genné

Volume 11, Number 3, 1980

Quelques jalons de l'apport canadien au droit international

URI: https://id.erudit.org/iderudit/701086ar
DOI: https://doi.org/10.7202/701086ar

See table of contents

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)
1703-7891 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Genné, M. (1980). Review of [Pomonti, Jean-Claude, *L'Afrique trahie*, Paris, Hachette, Coll. Notre Siècle, 1979, 208 p.] *Études internationales*, *11*(3), 550–553. https://doi.org/10.7202/701086ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1980

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

POMONTI, Jean-Claude, *L'Afrique trahie*, Paris, Hachette, Coll. Notre Siècle, 1979, 208p.

L'ouvrage de J.C. Pomonti comprend deux parties: la première peut être qualifiée d'introduction à l'Afrique « dite » noire; la seconde traite de trois exemples importants de politique africaine.

La première partie a trait aux grands aspects politiques, économiques, sociaux et culturels des pays africains. Le premier chapitre: « *Transitions* » reprend les grandes lignes de la vie politique, économique et sociale africaine depuis l'accession à l'indépendance (au début de la décennie 60-70) jusqu'à la fin de la décennie 70-80. L'auteur insiste sur le pourquoi des résultats des années 70.

Les méthodes de maintien par les anciennes métropoles ou les nouvelles, les multinationales, de régimes non désirés ni acceptés par les populations sont signalées (Ahmadou Ahidjo au Cameroun par la France...etc.). Parmi ces citadelles, il faut souligner l'emprise économique grandissante de l'Afrique du Sud qui ne touche plus seulement ses voisins immédiats mais aussi toute l'Afrique noire, l'Île Maurice et les Seychelles.

La décolonisation a sécrété la recolonisation par les Blancs et Noirs des classes aisées. L'accession à la liberté, après l'indépendance, a produit la misère. Par exemple, le revenu moyen *per capita* au Gabon n'a aucune signification pour la masse. Le Gabon appartient largement à la France, qui importe les 4/5 de son pétrole et le 1/3 de son uranium de ce pays, et dans une moindre mesure à une oligarchie gabonaise.

Dans toute l'Afrique, la dépendance augmente vis-à-vis de l'étranger et de l'Afrique du Sud; les situations d'assistance se multiplient: « le poids du contrat post-colonial est l'un des facteurs clés des faiblesses du sous-continent noir ».

Rien n'est prévu en Afrique pour que les pays puissent bénéficier de l'aide internationale. L'aide est un instrument de corruption. Elle vise à renforcer les classes dont les intérêts sont associés au capitalisme occidental.

Les discussions de l'OUA sont perçues dans leur aspect phraséologique stérile - en quelque sorte la puissance du verbe incarné de façon égoïste - à couleur marxisante. En fait, « le socialisme africain est le gouvernement du peuple pour et par les instruits ». Il y a discrimination des Africains héritiers de la culture traditionnelle par rapport aux imitateurs de la culture blanche.

Le racisme des pays européens persiste mais il est plus subtil, il consiste à agir comme si, en fin de compte, aucune tyrannie et aucune extravagance n'étaient vraiment surprenante de la part d'un Noir au pouvoir. (ex.: Idi Amin - Bokassa...) pourvu qu'elles satisfassent leurs intérêts économiques.

Ce n'est qu'en 1977, que les USA se démarquent de l'Afrique du Sud et choisissent l'attitude de défendre les droits de l'homme. En même temps, « l'expansionnisme soviétique cherche à tirer profit des blocages mis en place par ses adversaires ».

Les doctrines des grands leaders africains (Nkrumah et le consciencisme; Nyerere et le socialisme africain) laissent des traces confuses et imprévues. Les idéologies se décantent un peu partout. Des révolutions sont en marche. Elles s'accompagnent souvent d'une chute du niveau de vie, de désordres et de difficultés. Les réussites politiques (Éthiopie, Mozambique, Angola) et économiques (Côte d'Ivoire, Nigéria, Kenya) dénombrées par l'auteur ne sont pas évidentes.

Certes, dans le marasme d'incohérence politique, l'attitude du Frelimo au Mozambique a introduit une certaine rigueur dans le débat africain. « L'Afrique est en chantier pour l'instant, tout le monde exploite l'occasion pour en tirer profit ».

Le deuxième chapitre: « *Points de rencontres, paradis perdu* » souligne que tous les pays d'Afrique devraient recueillir et systéma-

tiser leurs traditions et leurs techniques anciennes afin de pouvoir les utiliser. En effet, « la civilisation nouvelle, qui cherche à se construire sous l'action de la nôtre reste pour l'instant si pauvre qu'elle ne peut guère contribuer à l'effacement de l'extrême diversité culturelle du monde noir » - G. Balandier.

Pomonti dénonce l'immobilisme des sociétés nouvelles qui restent à rebâtir (besoin de chefs nouveaux, de valeurs nouvelles, de la liberté d'expression et de création). À la ville, l'isolement de l'ouvrier noir qui y vient travailler (rôle des bars...) est quasi total. (Cas de Nairobi...) L'ennui, la solitude, l'alcoolisme, la pauvreté et l'insécurité débouchent sur l'aliénation. Comment les Africains émergeront-ils du phénomène d'urbanisation lié à celui d'exploitation ? À la campagne, la faune et la flore africaines sont en danger - la superficie qui est laissée à l'agriculture s'amenuise sans cesse (exploitation forestière, feux, croissance des villes...).

Pomonti dénonce les multiples aggressions réalisées par les Occidentaux contre l'homme et la nature africains : exportations des minerais et de l'énergie, population urbaine parquée dans les bidonvilles, chômage, recul de la forêt, érosion et épuisement des sols, extermination des espèces animales, maladie, malnutrition, famine.

La sécheresse dans le Sahel (1968-1973) a fait périr 30 à 40% des troupeaux et de 100 000 à 250 000 personnes. La fixation des nomades autour des puits dégrade le sol. En conséquence, il faut plutôt créer des unités pilotes avec des puits et ne pas encourager l'élevage dans certains pays sahéliens tel qu'au Niger. L'auteur ne tient pas compte ici des études de la SEDES sur la vocation de la zone sahélienne à l'élevage. Le Niger demande en vain depuis de nombreuses années le financement d'un projet pilote de plantation de cactus inermes, excellent fourrage pour bétail, sur le parcours des nomades avec leur bétail. Ce projet n'est-il pas assez coûteux ou pas assez voyant pour qu'une oreille attentive lui soit prêtée ?

L'indépendance politique est indispensable pour que les pays du Tiers Monde parviennent à la réduction des privilèges urbains, la revalorisation du travail agricole et la satisfaction des besoins essentiels. Ce point de vue de René Dumont, relevé fort à propos par Pomonti, vient d'obtenir la reconnaissance des Nations-Unies.

Dans le troisième chapitre : « *Reflet* », le thème de la misère africaine revient inlassablement à travers l'expression artistique : « Dans la société africaine, ceux qui possèdent recevront davantage et ceux qui ne possèdent rien perdent jusqu'au peu qu'ils ont ». La « négritude » romantise l'Afrique comme un symbole d'innocence, de pureté et son caractère primitif sans art est exacerbé. L'époque de la négritude est dépassée. Pomonti fait une anthologie de la poésie africaine et en particulier nous livre ses impressions sur l'oeuvre d'Oket p'Bitek : Que l'Afrique soit aux Africains.

La deuxième partie concerne les exemples rhodésiens, ougandais et kenyans. Le quatrième chapitre : « *Les anti-héros* » porte sur le cas rhodésien. Jusqu'en 1976, la société blanche rhodésienne vit dans l'opulence. Cette aisance est calquée sur les habitudes blanches anglaises du siècle dernier. Cependant, la société rhodésienne est corrompue et l'injustice est criante.

Le gouvernement rhodésien consacre vingt fois plus de fonds à l'éducation d'un enfant blanc qu'à celle d'un enfant noir. En 1975, les crédits alloués aux fermiers blancs sont 140 fois supérieurs à ceux dont ont bénéficié les noirs. « La Rhodésie » ! non une prétendue civilisation mais un style de vie, un niveau exceptionnel de vie, un luxe à défendre.

Pomonti fait ensuite un historique de la prise de la Rhodésie par les Blancs menés par Cécil Rhodes. C'est une escroquerie réalisée aux dépens des intérêts des peuples Mashona et Mabeces. La violence est institutionnalisée, appréciée par l'administration blanche. Elle est rendue respectable par le parlement. Les

Africains sont mis à l'écart de la gestion du pays.

L'échec de la Fédération de l'Afrique Centrale (les deux Rhodésies plus le Nyassaland) est signalé. C'est le résultat de l'attitude intransigeante de la Rhodésie. En 1965, Ian Smith déclare l'indépendance de la Rhodésie. Les média de la Rhodésie coupent ce pays de l'Afrique et du reste du monde. La Zambie et le Mozambique ferment leurs frontières à la Rhodésie. L'isolement est grand, sauf avec l'Afrique du Sud.

L'infériorité des Noirs se maintient en instituant les débits de boisson, les réserves et l'absence d'éducation. Au début de la décennie 1970-80, Smith et Voster gagnent du temps (négociations et démonstrations de force). La chute du bastion blanc est toutefois inéluctable. La guerilla s'appuie sur Cuba, sur l'URSS et sur la Chine. L'indépendance de la Rhodésie est proclamée le 31 décembre 1978.

Smith obtient cependant de larges garanties: les députés blancs auront 28 % des sièges au parlement bien qu'ils ne représentent que 3 % de la population. Ces largesses ne portent-elles pas en leur sein leur propre ferment de destruction ?

Le cinquième chapitre intitulé « *La revanche manquée d'un humilié* » s'étend sur l'Ouganda et sur son maître incontesté pendant une grande partie de la décennie 70-80; Idi Amin Dada. Le maréchal Amin est un humilié, humilié par la civilisation blanche et par les Ougandais du sud qui ont méprisé sa mère et lui on fait la vie dure. Amin appartient à la minorité musulmane opprimée. Pomonti fait un historique de la naissance de l'Ouganda. Les Anglais se sont appuyés sur le royaume Bouganda pour faire cet État: Les Ougandais n'ont pas été dépossédés de leurs terres par les Blancs.

En 1962, au moment de l'indépendance, Milton Oboté prend le pouvoir et traite avec le roi de Bouganda - l'indépendance est bâclée et constitua un germe d'insurrection. « L'ascension du pouvoir des armes et des uniformes se fait par étapes au gré de l'affaiblissement progressif du pouvoir politique ».

Le 25 janvier 1971, à la suite d'un coup d'état, Amin prend le pouvoir. Homme intelligent, courageux, mais ambitieux et sanguinaire, il fait le vide politique autour de lui (assassinats) et s'entoure de gardes nubiens. Sa présidence est marquée par l'accession des petites communautés tribales au pouvoir et l'écrasement des grandes ethnies - le facteur décisif de l'émergence de ces petites communautés est le changement des moyens de destruction, c'est-à-dire l'utilisation d'un armement moderne sophistiqué, auquel ne s'applique aucune règle ancestrale (code de l'honneur du guerrier etc...).

Amin se moque de l'opinion internationale. Il en résulte des problèmes économiques très graves: baisse de la production du café, du coton, du lait... . (Chute du PNB : 1.2 % en 1973, 2 % en 1974). Le taux d'inflation atteint des valeurs records.

Entebbe marque la fin de la grandeur de la présidence d'Amin. Son règne a été marqué par l'islamisation du pays. La chute d'Amin correspond à l'échec de la revanche d'un humilié, à moins qu'elle ne soit plutôt, ce qui n'apparaît pas dans le texte, le fruit de l'égarement d'un humilié qui frappe aussi bien les innocents que les coupables ? Si à la limite, la discussion peut s'engager sur le point de savoir si le sang des uns ne peut être racheté que par le sang des autres, comme le prétend J.P. Sartre, le sang des innocents africains resterait à venger. Mais la justice humaine ne risque-t-elle pas d'engendrer l'injustice ?

Le sixième chapitre: « *Les ambiguités de la leçon des choses* », s'attarde au personnage de Jomo Kenyatta, le leader kenyan. C'est un chef qui prône l'autocratie: « Le pouvoir ne peut se partager et toute atteinte à l'autorité du chef ne peut être tolérée ». Détachement, curiosité, pragmatisme, ambition sont les traits dominants de son caractère. Kenyatta ne joue aucun rôle dans la révolte Mau-Mau, mais les Blancs en ont fait un bouc émissaire. Il est arrêté en 1952 et passe de longues années en

prison. Une année après l'indépendance, en 1961, il devient président du Kenya. Sa présidence est marquée par la centralisation, la redistribution des terres « blanches » aux Africains noirs, mais surtout par une formidable croissance économique.

Cependant, la croissance économique ne profite pas à tous, et loin de là. Les plus pauvres restent très pauvres. On note une forte disparité sociale et un chômage très important. Les fonds publics sont surtout utilisés pour « les grands nairobis ». Une bourgeoisie auxiliaire africaine émerge. L'industrie reste aux mains des compagnies étrangères.

En 1969, Tom M'Boya, un dissident, est assassiné. Le régime de Kenyatta est corrompu, mais « efficace » sur le plan économique. L'équilibre est précaire et un rien peut le faire basculer. Les choses en seront-elles changées pour autant ?

« Transitions », « Points de rencontres, paradis perdu », « Reflets », « Les antihéros », « La revanche manquée d'un humilié » et « Les ambiguïtés de la leçon des choses », sont autant de fresques journalistiques qu'il est difficile de résumer en raison du vide théorique voulu par J.C. Pomonti, qui préfère être un témoin de l'Afrique tourmentée.

Marcelle GENNÉ

Institut de Coopération Internationale
Université d'Ottawa

HISTOIRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

AUGUSTE, Marcel B. et Claude B. *Les déportés de Saint-Domingue: Contribution à l'histoire de l'expédition française de Saint-Domingue (1802-1803)*, préface de Robert Cornevin. Sherbrooke, Éditions Naaman, 1979, 106p.

Les déportations des chefs haïtiens vers l'Europe constituent la forme la plus « cohérente » de répression utilisée par les troupes de Napoléon Bonaparte lors de l'Expédition coloniale de Saint-Domingue. La monographie des Auguste sur le plan de déportation et ses modalités de ralisation permet de mieux comprendre cet aspect de l'histoire de la période révolutionnaire haïtienne.

Précédé d'une préface de Cornevin qui retrace l'arrière-plan événementiel des déportations, l'ouvrage se divise en deux parties. La première définit le plan de déportation et, après avoir précisé les catégories et le nombre des déportés, s'attache à les suivre dans leurs destinations respectives pour connaître leur sort. On y distingue les destinations provisoires (Brest et la Guyane) des destinations permanentes (les bagnes et les camps de travail de la France et de la Corse, le bataillon Royal Africain). Les auteurs soulignent le sort différent des déportés selon leur rattachement à Toussaint l'Ouverture ou André Rigaud et selon leur destination.

La seconde partie est biographique et reconstitue le sort des cinq principaux déportés et de leurs familles, les généraux et officiers supérieurs Toussaint l'Ouverture, André Rigaud, Gabriel David Troy et Jean-Joseph Laplume. Cette partie reconstitue ce qu'il est advenu de ces cinq personnages après la défaite et l'arrestation de Toussaint l'Ouverture. Elle donne des détails sur la déportation en France, les conditions d'internement, la fin de Toussaint l'Ouverture et le sort des membres de sa famille, les conditions du retour en Haïti des autres déportés.

L'objectif des auteurs est de « reconstituer le drame vécu par les indigènes de Saint-Domingue victimes de déportations ordonnées par Bonaparte » (p. 135). La principale conclusion de l'étude met en relation les déportations et la volonté de Bonaparte de les étendre à tous les officiers de couleur du gouvernement de Toussaint L'Ouverture avec les motifs immédiats qui auraient déclenché l'insurrection de 1804.

La monographie historique condense un ensemble de faits sur un sujet restreint dans l'espace et dans le temps. Elle présente les faits dévoilés par l'analyse de documents iné-